

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 5 FÉVRIER 2019

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille dix-neuf, le cinq février, à dix-huit heures trente,  
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi,  
dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

\*\*\*\*\*

**Étaient présents** : MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne TREZEGUET DIOUF, Gabriel LASSERRE, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

**Étaient absents** : MM. Youssef SADIR, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Monique SASSI, Christiane FAURE, Jean-Pierre PIBOYEUX, Catherine SAMANIEGO, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LE GRELLE, Vanessa CAMPOY MARTINEZ.

**Pouvoirs de vote** :

M. Youssef SADIR à M. Sylvio GUINGAN

Mme Monique SASSI à M. Bernard COURET

Mme Marcia MACARIO DE OLIVEIRA à M. Jean-François SAUVAUD (pour le point 9)

Mme Christiane FAURE à M. Michel PEDURAND

Mme Catherine SAMANIEGO à Mme Brigitte LEVEUR

Mme Jacqueline BEYRET TRESEGUET à M. André CASTAGNOS

M. Alain LACRAMPE MOINE à M. Christian GIRARDI

Mme Vanessa CAMPOY MARTINEZ à Mme Catherine LARRIEU

Mme Hajiba KAZAOUI a été élue secrétaire de séance.

\*\*\*\*\*

Monsieur le Maire recueille l'avis de l'Assemblée pour l'ajout en point de dernière minute de :

- Délibération sur l'adoption du choix du mode de gestion d'Eau 47 suite au transfert des compétences Eau et Assainissement à compter du 01/01/2020

Monsieur le Maire fait part de la démission de Monsieur Pascal Desclaux reçue ce jour. Cette démission étant d'effet immédiat à compter de la réception, le candidat suivant sur la liste, Monsieur Jean-Pierre Piboyeux, devient conseiller municipal en lieu et place.

\*\*\*\*\*

Le Conseil adopte à l'unanimité le procès-verbal de la séance du 20 novembre 2018.

Pour le procès-verbal du 18 décembre 2018, Mme Moschion souligne une erreur d'attribution de vote sur une délibération.

En effet, pour la délibération relative à la convention de mandat pour la maîtrise d'ouvrage déléguée à la Communauté de Communes pour la réalisation de travaux d'aménagement rue et place Georges Brassens, Mme Moschion avait voté « pour » et non pas « contre ». Cette erreur a été depuis corrigée.

M. Girardi dit qu'une partie du débat n'a pas été retranscrite dans le compte rendu et souhaite que celle-ci soit intégrée avant validation. Ce débat avait eu lieu durant la même délibération que l'erreur d'attribution de vote de Mme Moschion, à savoir la Convention de mandat pour la maîtrise d'ouvrage déléguée à la Communauté de Communes.

Monsieur le Maire avait précisé que dans le cadre de la compétence « Maison de Santé », la Communauté des Communes allait construire un parking sur le terrain jouxtant le cabinet de kinésithérapie sur une parcelle que la SCI « *Les copains d'abord* » a gracieusement offert à la Commune d'Aiguillon.

Monsieur Girardi lui avait répondu qu'avant de parler de construire un parking, il fallait parler de la Maison de Santé.

Monsieur le Maire avait dit qu'il n'y avait pas de maison de santé. Monsieur Girardi lui avait alors répondu qu'il était parfaitement inadmissible de construire un parking sans projet de maison de santé et que cette opération mettait à mal la construction de la future maison de santé.

Il avait rajouté que Monsieur le Maire n'était pas favorable au fait de mettre de l'argent public dans une maison de santé qui profiterait à des professionnels qui gagnent très bien leur vie, tout en finançant un projet de parking pour une initiative totalement privée. Monsieur Girardi avait dit que Monsieur le Maire avançait que ce parking est destiné aux usagers du Pôle Emploi et aux personnes qui vont au stade Louis Jamet voir des matchs, le parking étant situé dans une rue sans issue et à proximité des kinésithérapeutes, ce parking était donc fait pour eux tout simplement. Il avait rajouté que le montant de cette opération allait coûter 85 000 euros pour aménager un endroit de la ville totalement isolé où les gens ne vont pas sauf pour le cabinet de kinésithérapie.

Monsieur Girardi avait conclu en disant que Monsieur le Maire portait une grande responsabilité dans l'immobilisme et la mauvaise ambiance régnant autour du projet de maison de santé.

M. Piazzon fait remarquer également deux erreurs sur le tarif de la location des salles : la première sur la salle des majorettes, qui indique qu'une location pour des particuliers hors-aiguillon a un tarif moins élevé que pour un particulier aiguillonnais. Il en est de même pour la Salle Roger Daguerre, pour le prix de la caution.

Monsieur Cotterli, lieutenant du centre de secours d'Aiguillon, étant présent, Monsieur le Maire propose de commencer par le point 9, relatif à l'attribution d'une subvention au S.D.I.S 47 pour le financement de la réhabilitation et de l'aménagement du nouveau centre d'incendie et de secours d'Aiguillon.

### Débat d'orientation budgétaire 2019

En vertu de l'article L.2312 – 1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire propose à l'assemblée de tenir le débat sur les orientations budgétaires (DOB) préalable au vote des budgets primitifs 2019 de la Commune.

L'article L.2312-1 du CCGT a été modifié par l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Désormais, la délibération prend non seulement acte de la tenue du DOB mais fait également l'objet d'un vote de l'assemblée délibérante.

Monsieur le Maire présente à cet effet le rapport d'orientation budgétaire destiné joint en annexe.

Le rapport d'orientation budgétaire est une étude rétrospective de 2014 à 2018 qui montre qu'en dépense de fonctionnement, les dépenses progressent seulement de 1% sur cette période. Dans ces dépenses, les charges à caractère général baissent sur la même période de 8.6%. Monsieur le Maire dit qu'il faut nous en féliciter car c'était l'objectif, et remercie l'ensemble des services pour le travail effectué au cours de cette période de façon à réduire ces charges.

Dans le même temps, on a les charges de personnel qui ne progressent que de 5%. Cette progression se fait essentiellement sous l'effet du GVT et PPCR (parcours professionnel, carrière et rémunération), mis en place depuis 2016.

Les charges de gestion courante pour la période progressent de 6.09%, soit 32 000 euros, surtout liées aux contributions obligatoires telles que le SDIS, le Sdee 47 ou encore le Chenil de Caubeyre.

Pour ce qui concerne les recettes, on peut voir aussi une légère baisse de ces recettes de gestion et une stagnation entre 2017 et 2018. Les recettes se décomposent en recettes fiscales, et progressent de 2.4% avec des taux d'imposition qu'on a maintenus au même niveau, qui n'ont pas connu d'augmentation, cela fait d'ailleurs plusieurs années que les taux n'ont pas augmenté.

C'est à ce niveau là que se situe les plus fortes interrogations pour l'avenir en raison des incertitudes sur la compensation de la taxe d'habitation d'une part, et d'autre part sur l'évolution de la loi dans ce domaine-là. Le Maire rappelle qu'il existe un lien entre les différentes taxes locales, si on en augmente une, les autres augmentent, si une baisse, les autres baissent également. Cependant, aujourd'hui avec la taxe d'habitation et les évolutions législatives, on ne sait pas comment cette question sera résolue par le gouvernement.

Le Maire revient sur les autres recettes et ajoute que les produits du domaine progressent de 8%, et les autres produits de gestion courante progressent eux de 3%.

Quant aux subventions et dotations de l'État, la dotation globale de fonctionnement se décompose d'une dotation forfaitaire qui a beaucoup baissé depuis 2012. On est passé de 826 000 € en 2014, à 601 000 € en 2018. La dotation nationale de péréquation. Sur la période 2012 à 2018, la commune a perdu 72 000 euros sur cette dotation globale.

On a un excédent de fonctionnement qui est de l'ordre de 500 000 euros, sans amoindrir notre capacité d'investissement, ce constat est comparable aux autres années.

Concernant la dette de la commune, au 1er janvier 2019, avec le total des remboursements on a un capital restant au 31 décembre de 3 125 000 euros. En 2021, on retrouvera une capacité d'investissement plus importante qu'actuellement car on aura des emprunts qui seront achevés.

La capacité de désendettement de la commune est bonne, on se situe à 5.35 années sachant que le seuil d'alerte se situe à 10 années. On a donc un maintien de cette épargne brute.

Pour 2019, on peut résumer en trois formules :

- On a un maintien de nos dépenses de fonctionnement, donc un budget équivalent, que ce soit les dépenses de charges à caractère général, ou les dépenses liées aux charges de personnel (on a une baisse de 4% de ces charges).  
Le budget est équivalent à celui de 2018 pour les dépenses de personnel, malgré la progression introduite par le PPCR sur les salaires, car on fera très attention aux recrutements des remplacements.

De plus, il y aura plusieurs départs en retraite qui seront remplacées par des personnes jeunes ou plus récentes dans la fonction publique, où les charges sont moins importantes.

Pour les subventions aux associations, le choix c'est de scinder la subvention pour le jumelage sur deux exercices budgétaires.

- Il va falloir faire preuve de prudence en ce qui concerne les dotations de l'État, le montant de la DGF n'étant pas encore connu.
- Concernant les dépenses d'investissement, il y a 4 millions d'euros prévus pour la réhabilitation des pavillons du Château et les tranches de travaux des espaces publics du centre-ville. Il est précisé que ces dépenses sont largement subventionnées, et qu'elles font l'objet d'autorisation de paiement et de crédits de paiement voté sur plusieurs années, régulièrement réactualisé.

Actuellement, pour la première tranche de 2019, si on prend l'exemple des aménagements des espaces publics du centre-ville, l'année sera marquée par des dépenses à hauteur de 790 000 euros. Pour ce qui concerne la réhabilitation des pavillons du Château (intérieur et extérieur), en 2019 cela regroupera la Comédie et le pavillon des communs.

Pour la deuxième partie de l'année, le montant s'élèvera à 2,5 millions d'euros. Pour la réhabilitation intérieure des pavillons, il faudra compter 1 200 000 euros, essentiellement pour le pavillon de la Comédie car il y aura la réalisation des planchers intermédiaires et l'aménagement des futurs locaux de la Communauté de Communes.

Pour autant, 80% de ces dépenses concernent les aménagements du centre-ville et la réhabilitation des pavillons, mais on n'oublie pas les dépenses nécessaires pour le bon fonctionnement de la commune. Il y aura notamment des travaux sur les bâtiments scolaires comme l'extension et la rénovation de l'école maternelle Marie Curie, ou encore la poursuite du plan pluriannuel des menuiseries de l'école Jean Jaurès, ainsi que quelques petits achats d'équipements à l'école Marcel Pagnol (changement de vidéoprojecteurs).

Enfin, il nous faut procéder à des travaux d'entretien et des achats d'équipement sur la restauration scolaire à hauteur de 20 000 euros (pour l'achat de la sauteuse).

Il y aura un investissement dans l'achat de caméras pour lutter contre les incivilités. La mairie fera également l'acquisition de matériel pour les espaces verts, comme du petit matériel de tonte électrique, pour une question de santé des agents, et dans le cadre de notre politique de préservation de l'environnement.

Enfin, il y aura divers investissements, notamment remplacer les bâches des chapiteaux.

Monsieur Guingan souhaite faire une intervention du Front de gauche en réponse à ce rapport :

« Le débat sur les orientations budgétaires c'est le moment du bilan de l'année écoulée, mais aussi celui de propositions concrètes pour l'avenir et le bon fonctionnement de notre commune, au service de ses administrés.

A ce stade, le montant des dotations ne sont pas encore connues, plutôt à la baisse d'après les prévisions. Chacun sait que l'État continue à nous imposer des mesures toujours plus contraignantes, ce qui a forcément des répercussions sur notre fonctionnement et sur l'évolution du besoin de financement annuel.

Dans le rapport présenté sur les orientations budgétaires 2019, les efforts vont se poursuivre pour maîtriser les dépenses. Avec une baisse de 4 % notamment au niveau des fournitures nécessaires au fonctionnement des services, les réparations et entretiens des bâtiments, de voirie pour 32%, la maintenance et travaux confiés aux entreprises pour l'entretien et la réparation des biens mobiliers/immobiliers/voirie pour 19 %, etc.

Même si la municipalité fait des efforts pour « s'adapter » à ces contraintes budgétaires, il y aura nécessairement des conséquences sur les services publics apportés à la population et sur nos services municipaux.

Quant aux recettes de fonctionnement l'incertitude plane toujours sur les compensations fiscales de la taxe d'habitation. 80 % des dépenses d'investissement sont consacrées à la réhabilitation des pavillons et à l'aménagement intérieur de la Comédie, ainsi qu'aux travaux des espaces publics du centre-ville.

Cependant, tant reste à faire pour entretenir, améliorer notre cadre de vie : trottoirs dans de nombreuses rues, équipements sportifs, culturels, et entretiens des bâtiments communaux... sans évoquer de nouvelles structures qui pourraient être créées.

Nous demandons que tout soit fait pour empêcher les dérives du prix de l'eau et de l'assainissement, alors que nous perdons la compétence de ces services, à cause de la loi NOTRe. Fallait-il pour autant transférer la compétence à Eau47 au 1<sup>er</sup> janvier 2019 ? A-t-on exploré toutes les pistes possibles avant transfert définitif ?

L'eau n'est pas une marchandise. Le 1<sup>er</sup> janvier 2020 les compétences eau et assainissement seront transférées obligatoirement aux communautés de communes. Cette obligation se fera au détriment d'une action publique de proximité efficace, respectueuse des contraintes géographiques et attachée au rapport qualité/prix pour les habitants. A cet effet, nous appelons les Aiguillonais à se mobiliser.

Il en est de même avec le projet d'un Centre Municipal de Santé à Aiguillon. Le constat met en évidence les besoins et les possibilités de la création d'un Centre de santé. C'est une réponse efficace et de qualité face aux enjeux de la médecine ambulatoire.

Tout nous montre, dans une situation difficile socialement, que ce serait un bon investissement et une nécessité aujourd'hui à Aiguillon, correspondant à une offre de soins de proximité, menant des actions de santé publique, de prévention, d'éducation pour la santé et des actions sociales, pratiquant le tiers payant. Cela sans coût pour la commune, les financements se font essentiellement par l'assurance maladie.

Le mouvement des gilets jaunes a mis au-devant de la scène une France qui souffre d'ordinaire en silence. Révoltée contre les bas salaires, les impôts injustes et la désertification des services publics, elle est aussi celle qui a subi les ravages de la désindustrialisation. Or, une fois les emplois détruits, c'est tout le territoire qui déménage : médecine, transports, commerces, écoles, trésorerie, La Poste se font la malle...

C'est donc certes de justice fiscale et sociale, mais aussi de véritable ambition industrielle qu'ont besoin nos territoires, à l'inverse de la recomposition forcée du paysage par la création des métropoles, véritables aspirateurs à richesses et activités qui démultiplient les inégalités.

L'importance de la question du pouvoir d'achat arrive en tête des préoccupations exprimées dans ces cahiers de doléances. L'injustice fiscale arrive en deuxième position devant la diminution de l'offre de services publics, qui fait que les gens, notamment en milieu rural, se considèrent oubliés de la République.

Ce mouvement des gilets jaunes met aussi en évidence les limites institutionnelles. Les institutions sont à bout de souffle, avec une constitution qui ne correspond plus aux attentes d'aujourd'hui, de démocratie plus participative que représentative croupionne, qui exclut du jeu politique une majorité de la population et des classes populaires. Les exclus, tout à coup, s'incluent et on ne peut pas faire comme s'ils n'existaient pas. Il y a une demande d'égalité dans la participation à la parole publique et la volonté de réinventer quelque chose...

Redonner du souffle à la démocratie locale, avec un budget participatif, en laissant décider aux aiguiillonnais le choix de définir l'utilisation d'une partie du budget. L'intitulé pourrait être : « *Comment utiliser une partie de vos impôts pour réaliser les projets qui vous tiennent à cœur* ».

C'est un levier pour faire émerger dans la politique municipale une vision plus quotidienne, plus simple, plus ancrée dans la vie associative des différents quartiers de la commune. Donnons du pouvoir d'agir concret aux habitants.

Le principe est simple : les citoyens sont appelés à élaborer des projets pour leur quartier. Une analyse technique est réalisée par la commune et les projets les plus solides sont soumis au vote. Ceux qui sont retenus sont mis en œuvre par l'exécutif local selon le précepte : « Vous décidez, nous réalisons ». Donnons du pouvoir d'agir concret aux aiguiillonnais, c'est bon pour la participation citoyenne.

Antisocial, c'est le mot qui donne le plus de sens à la situation en ce début d'année. Les mesures annoncées vont faire mal à l'emploi, au pouvoir d'achat du plus grand nombre, aux retraités.

Les prestations sociales pour les familles vont baisser. Seule bénéficiaire, une infime minorité va pouvoir continuer à se gaver de toujours plus de dividendes. La commune va-t-elle pouvoir jouer son rôle de bouclier social ?

La situation budgétaire de l'État nous montre le caractère profondément réactionnaire et inégalitaire de la politique de la majorité LREM du pays. Les recettes des impôts sont en baisse mais les français sont loin d'être traités de la même manière.

Les impôts sur le revenu, la TVA et les taxes sur les produits pétroliers (taxes qui concernent le plus grand nombre) augmentent respectivement de 3,4 et 16 %. A l'opposé, l'impôt sur les sociétés baisse de 8 % et celui sur le capital de 36 %. Les dépenses diminuent aussi, en particulier les dotations aux collectivités locales. Sur 5 ans cette amputation s'élève à plus de 10 milliards.

Dans le prolongement de ses prédécesseurs, le gouvernement actuel veut clairement que les collectivités locales baissent leurs effectifs alors que l'efficacité des prestations dépend de la disponibilité des personnels et de la qualité de leur formation. Outre le coup porté contre l'emploi, ces mesures vont aggraver la vie des habitants qui ont le plus besoin des services publics quand leurs difficultés sociales s'accroissent.

Pour les premiers de cordée tout va bien. Les chiffres donnent le vertige : 47 milliards de dividendes ont été distribués aux actionnaires par les entreprises du seul CAC40, 80 milliards d'évasion fiscale. Si les délinquants fiscaux payaient leurs impôts, il n'y aurait plus de déficit ! En outre, cela représente 500 000 places en crèches, 200 000 logements sociaux publics nouveaux, l'isolation de 700 000 logements existants.

Les fraudeurs fiscaux coûtent 135 € par mois à chaque contribuable.

Rappelons, s'il le fallait, que les collectivités territoriales sont les premiers clients des entreprises de travaux publics, et elles sont en capacité d'être des bases nouvelles et efficaces de la relance.

Si nous voulons attirer de nouvelles populations pour notre développement économique, sachons proposer un habitat digne de ce nom, en ayant en tête que 80 % de nos concitoyens sont éligibles au logement social. L'habitat insalubre, voire indigne, un parc locatif social peu attractif, vieillissant, n'est pas de nature à répondre au développement que nous souhaitons pour notre commune. Nous avons un riche tissu associatif, il faut continuer à les aider financièrement et matériellement, c'est la vie de notre cité.

Par ces temps de difficultés, qui ne sont pas de notre fait, plus nombreuses sont les personnes à souffrir économiquement, socialement, sachons être à l'écoute des associations qui luttent contre la pauvreté, qui favorisent les échanges culturels, qui intègrent les nouveaux arrivants, le sport y a également toute sa place. Tout ce qui est humain nous concerne.

Nous le disions lors du D.O.B. 2018, que nous étions inquiets du devenir de la commune et de sa libre administration par les élu-es que nous sommes. Nos inquiétudes ne sont pas levées.

Les divers transferts de compétences à la communauté de communes, comme l'eau et l'assainissement aujourd'hui, le ramassage des ordures ménagères, vont échapper à notre vigilance, nous n'aurons plus notre mot à dire sur la gestion, les tarifs... Seuls les élus communautaires décideront des choix au grand dam des conseillers municipaux et des aiguillons.

Cette situation n'est pas le fruit du hasard. Elle ne date pas du pouvoir actuel, même si celui-ci en accélère le mouvement. Elle résulte des choix opérés par les gouvernements successifs de ces dernières années. Des choix dictés par la règle absurde et inique de la diminution de la dépense publique que nous ne cessons de dénoncer.

La loi NOTRe poursuit son objectif d'encadrement par l'État des dépenses des collectivités et donc de l'austérité, et répond aux exigences de compétitivité libérale du MEDEF.

Pour se faire, elle organise la casse de la démocratie locale ; la concentration des pouvoirs et l'éclatement de l'égalité républicaine entre les territoires. Nous le disions précédemment, les conséquences sont considérables : elle annonce la fin de nos communes comme espace de souveraineté populaire et de décisions. Une coquille vide qui ne gèrera que l'État civil. On nous présente le regroupement des communes comme une nécessité absolue pour mutualiser nos moyens. Très bien. D'accord avec la coopération intercommunale. Mais il ne s'agit pas de ça. Au contraire, tout est fait pour éloigner les citoyens des centres de décisions... Et puis, fait-on un riche avec plusieurs pauvres ?

Il faut aller chercher les ressources auxquelles ont renoncé l'actuel gouvernement, ainsi que les précédents, comme par exemple :

- Les 40 milliards du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)
- Les exonérations de cotisations patronales
- Sans oublier d'autres aides ruineuses comme la Flat Tax (10 milliards d'€) et l'Exit Tax (6 milliards d'€), le prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital qui coûte 4 milliards d'€ aux contribuables
- L'évasion et l'optimisation fiscale estimée à 100 milliards d'€.
- Taxer les actifs financiers (actions et obligations) à 0,5 % c'est 75 milliards d'euros nettement plus que la baisse des dotations.

Voici quelques propositions novatrices. D'une part, de nature à tourner la page avec un assèchement des dotations de l'État aux collectivités qui les asphyxie financièrement, et d'autre part, permettrait à l'Etat de renforcer et de développer davantage les services publics qui en ont grand besoin, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la justice, des transports... »

Madame Moschion dit qu'elle est surprise que sur le financement de la réhabilitation extérieure des pavillons, il y a un autofinancement communal de 58%, étant donné que nous n'étions pas dans ces taux-là habituellement. Sur la Communauté de communes, il y a le contrat de ruralité et que ça ne va rien coûter à la Communauté de communes car ce contrat c'est l'Etat qui va donner la subvention, on sait que le loyer sera gratuit, mais quand on sait que Pole Emploi payait il faut des éclaircissements.

Monsieur Girardi dit qu'il sent que la maîtrise des dépenses est trop concentrée sur le centre-ville, il y a des quartiers à l'abandon, délaissés, et il attend de voir l'incidence une fois les travaux achevés.

Monsieur le Maire rajoute qu'avant de répondre sur les perspectives d'aménagement, sur le côté financier au niveau des aménagements des espaces publics du centre-ville, en 2019, il est noté 790 000 euros de dépenses et 861 000 euros (vérifier) de recettes, mais on ne peut pas avoir 100% de la dépense subventionnée, dans la répartition des APCP il y aura une réorientation vers la réhabilitation des pavillons.

Pour la Communauté de Communes, on a récupéré le contrat de ruralité pour la réhabilitation extérieure des pavillons.



Pour ce qui concerne l'aménagement intérieur de la Comédie, on reçoit une dotation de la Communauté de communes pour financer cet aménagement, donc ça ne sera pas la commune qui supportera cette charge.

Cependant, une incertitude demeure sur la réhabilitation intérieure du Pavillon des Communs, on équilibre, mais si nous n'obtenons pas à la fois les financements nécessaires (engagements des uns et des autres), nous retarderons cet aménagement, il n'est pas question de mettre en péril la commune.

Pour les orientations d'aménagements évoquées par Monsieur Girardi, le Maire ne pense pas que des lieux de la Commune soient laissés à l'abandon, il y a des travaux d'entretien partout, on est dans une phase d'évolution dans l'exercice des compétences. Pour la voirie, cela relève quasiment en totalité de la communauté de communes. Pour les trottoirs, on en fait à travers des espaces publics. Le choix qui a été fait c'était de partir du centre-ville pour rayonner vers l'extérieur.

Monsieur le Maire rappelle également que l'idée du centre de santé ou de la maison de santé n'est pas abandonnée, c'est une compétence de la Communauté de Communes pour ce qui concerne la maison de santé. On a cinq médecins pour 4 500 habitants, on est dans les taux d'encadrement.

Concernant des spécialistes dans cette maison de santé, il faudrait une étude sérieuse, le Maire proposerait à la Communauté de Communes dans un premier temps de mener cette étude en matière de besoin à Aiguillon. A partir de là, la Communauté de communes pourrait dimensionner l'éventuelle maison de santé.

La piste que souligne Monsieur Guingan n'est pas abandonnée, le Maire pense que la maison de santé est un projet d'avenir. Il faudra choisir dans les années à venir entre un centre de santé ou une maison de santé.

Madame Moschion relance la compétence de la Communauté de Communes, elle dit que la Communauté parle toujours de pôle de centralité, Aiguillon en est un mais on est la seule collectivité à ne pas avoir de maison de santé. Elle trouve aberrant qu'Aiguillon ne bénéficie pas de cette compétence-là, car on a des associations sportives qui sont d'intérêts communautaires. Madame Moschion pense qu'il faut vraiment que les choses se fassent, elle prend l'exemple du Cinéma qui est d'intérêt communautaire.

Monsieur Girardi souligne qu'Aiguillon est la commune majeure de la Communauté de Communes des Coteaux de Prayssas.

Madame Moschion dit qu'on peut être inquiet pour le transfert de l'eau et l'assainissement, mais qu'il faut réagir.

Monsieur Girardi souligne que pour ce transfert, la commune n'avait pas le choix. Madame Moschion explique qu'on n'a toujours le choix.

Monsieur le Maire dit que par rapport à la Communauté de Communes, il y a des majorités, des règles, on suit les décisions de l'une et les règles de l'ensemble. On peut le regretter, si on veut changer les règles il faut rassembler une majorité, il faut y réfléchir pour plus tard.

Madame Macario arrive à la fin du débat d'orientation budgétaire, avant le vote du rapport.

**Après avoir entendu cet exposé,  
Le conseil municipal,**

19 voix pour,

(M. SAUVAUD, Mme DE MACEDO, M. GUINGAN, Mme LEVEUR, M. PEDURAND, Mme TRESEGUET DIOUF, M. SADIR, M. LASSERRE, Mme BEYRET TRESEGUET, M. CADAYS, M. CASTAGNOS, Mme SASSI, Mme FAURE, M. COURET, Mme AYMARD, M. GUIHARD, Mme MACARIO DE OLIVEIRA, Mme KAZAOUI, Mme SAMANIEGO)

0 voix contre,

6 abstentions

(Mme MOSCHION, M. PIAZZON, M. GIRARDI, Mme LARRIEU, M. LACRAMPE MOINE, Mme CAMPOY MARTINEZ)

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L2312-1,

- PREND ACTE de la tenue du débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2019.
- ADOPTE le débat d'orientation budgétaire 2019 sur la base du rapport ci—annexé.

Publié le 06/02/19

Visa Préfecture le 06/02/19

### **Demande de subvention au Département de Lot-et-Garonne – Réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons du Château – Tranche 3**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'en séance du 10 juillet 2018, il a été adopté la répartition fonctionnelle et financière liée aux travaux de réhabilitation des enveloppes extérieures du château ainsi que le plan de financement prévisionnel.

Le coût total prévisionnel s'établissait à 1 469 798 € HT pour la part des dépenses éligibles au titre des monuments historiques. Après consultation des entreprises dans le cadre d'une procédure adaptée et attribution des marchés de travaux, ce coût est actualisé à hauteur de 1 390 762 €.

Le plan de financement prévisionnel est établi comme suit :

| Dépenses éligibles -<br>Montant HT  | 2018<br>Tranche 1 &<br>Tranche 2 | 2019<br>Tranche 3 | 2020<br>Tranche 4 | Total       |
|-------------------------------------|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------|
| Total de dépenses éligibles         | 414 778 €                        | 360 385 €         | 615 599 €         | 1 390 762 € |
|                                     |                                  |                   |                   |             |
| Plan de financement<br>Prévisionnel | 2018<br>Tranche 1 &<br>Tranche 2 | 2019<br>Tranche 3 | 2020<br>Tranche 4 | Total       |
| DRAC                                | 130 599 €                        | 108 116 €         | 184 680 €         | 423 394 €   |
| Région Nouvelle Aquitaine           | 120 000 €                        | 108 116 €         | 120 000 €         | 348 116 €   |
| Département de Lot et<br>Garonne    | 0 €                              | 42 000 €          | 42 000 €          | 84 000 €    |
| Autofinancement<br>communal         | 164 179 €                        | 102 154 €         | 268 919 €         | 535 252 €   |
| TOTAL                               | 414 778 €                        | 360 385 €         | 615 599 €         | 1 390 762 € |

La commune bénéficie de subvention pour les tranches 1 et 2 de travaux en provenance de la DRAC et de la Région. La présente délibération a pour objet une demande de subvention auprès du Département de Lot-et-Garonne pour la tranche 3 de travaux. Pour mémoire, les tranches de travaux se répartissent comme suit :

| Tranche(s) | Désignation de la tranche  |
|------------|--|
| Tranche 1  | Pavillon de la Comédie<br>Travaux de démolitions – structures intérieures – charpente couverture             |
| Tranche 2  | Pavillon des Communs<br>Travaux de démolitions – structures intérieures – consolidation charpente couverture |
| Tranche 3  | Pavillon de la Comédie<br>Travaux de façades et menuiseries  |
| Tranche 4  | Pavillon des Communs<br>Travaux de façades et menuiseries  |

Pour rappel, le montant total des dépenses éligibles a été approuvé par le conseil en délibération prise le 18 décembre 2018.

Considérant le dossier déposé le 18 septembre 2018 auprès du Département de Lot-et-Garonne présentant le projet global de réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons du Château,

Considérant la demande de subvention déposée le 18 septembre 2018 auprès du Département de Lot-et-Garonne pour la tranche 3 de travaux portant sur la réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons du Château,

Considérant le montant total actualisé des dépenses éligibles de la tranche 3 des travaux portant sur la réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons,

Considérant qu'il ressort de l'étude économique un montant total de dépenses éligibles au régime de subvention de la DRAC à hauteur de 1 469 798 €.

Le régime d'aide du Département de Lot-et-Garonne « *conservation et restauration du patrimoine protégé au titre de monument historique* » fixe à 42 000 € HT le montant de l'aide financière susceptible d'être attribuée par tranche de travaux.

Considérant le montant total de la tranche 3 de travaux au titre des dépenses éligibles monument historiques, soit 360 385 € HT, 432 462 € TTC.

**Le Conseil municipal,  
Après en avoir délibéré,**

25 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **APPROUVE** le montant total des dépenses éligibles ;
- **SOLLICITE** une subvention auprès du Département de Lot-et-Garonne pour la tranche 3 de travaux portant sur la réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons du Château, pour un montant de 42 000 € ;

| Dépenses éligibles -<br>Montant HT  | 2018<br>Tranche 1 &<br>Tranche 2 | 2019<br>Tranche 3 | 2020<br>Tranche 4 | Total              |
|-------------------------------------|----------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| Total de dépenses éligibles         | 414 778 €                        | 360 385 €         | 615 599 €         | 1 390 762 €        |
|                                     |                                  |                   |                   |                    |
| Plan de financement<br>Prévisionnel | 2018<br>Tranche 1 &<br>Tranche 2 | 2019<br>Tranche 3 | 2020<br>Tranche 4 | Total              |
| DRAC                                | 130 599 €                        | 108 116 €         | 184 680 €         | 423 394 €          |
| Région Nouvelle Aquitaine           | 120 000 €                        | 108 116 €         | 120 000 €         | 348 116 €          |
| Département de Lot et Garonne       | 0 €                              | 42 000 €          | 42 000 €          | 84 000 €           |
| Autofinancement communal            | 164 179 €                        | 102 154 €         | 268 919 €         | 535 252 €          |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>414 778 €</b>                 | <b>360 385 €</b>  | <b>615 599 €</b>  | <b>1 390 762 €</b> |

- **APPROUVE** le plan de financement prévisionnel présenté ci-dessous ;
- **PRÉCISE** que les crédits budgétaires sont inscrits au budget communal, que le conseil municipal a délibéré à cet effet par la création d'une autorisation de programme par crédits de paiement lors de l'adoption du budget 2018 ;
- **ENGAGE** la commune à couvrir l'autofinancement nécessaire sur ses fonds propres ou par emprunt ;
- **ENGAGE** la commune à porter l'intégralité de la TVA qui sera récupérée par le biais du FCTVA ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à déposer le dossier de demande de subvention et à signer les documents afférents ;
- **S'ENGAGE**, à ne débiter les travaux de la phase 3 qu'à compter de la notification de la subvention de la DRAC.

Publié le 06/02/19

Visa Préfecture le 06/02/19

### Demande de subventions CAF et MSA – Agrandissement école maternelle Marie Curie – Aménagement d'un accueil périscolaire – BP 2019

Monsieur le Maire rappelle que par arrêté du 9 février 2018 concernant les mesures de carte scolaire établi après consultation du Comité Technique Spécial Départemental du 31 janvier 2018 et du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale du 2 février 2018, l'Inspection académique a attribué une classe supplémentaire à l'école maternelle Marie Curie pour la rentrée scolaire 2018.

Compte tenu de cette ouverture de classe, l'équipe enseignante a demandé à la mairie de modifier, l'école comme suit :

- l'accueil périscolaire a été aménagé en dortoir
- le dortoir a été aménagé en classe
- le hall d'entrée et une partie de la salle de motricité ont été aménagés pour accueillir les enfants sur les temps d'accueil périscolaire

Cette installation étant provisoire, nous tenons à proposer un projet permettant la création d'un lieu dédié à l'accueil périscolaire. Cette extension devra être fonctionnelle et agréable pour les enfants.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 240 000 € HT, soit 288 000 € TTC. Le montant éligible porterait uniquement sur la construction de l'accueil périscolaire pour une surface estimée à 80 m<sup>2</sup>, avec un coût prévisionnel de 1000 € HT par m<sup>2</sup>, soit un montant éligible de 80 000 € HT.

**Vu l'exposé de Monsieur le Maire  
et après en avoir délibéré, le conseil municipal**

25 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **DÉCIDE** de créer un local pour l'accueil périscolaire à l'école maternelle Marie Curie, afin d'améliorer l'offre de loisirs, pour un montant prévisionnel de 80 000 € HT,
- **SOLLICITE**, pour financer ce projet, une subvention d'aide à l'investissement auprès de la CAF 47 à hauteur de 50% du montant HT éligible, soit 40 000 €,
- **SOLLICITE**, pour financer ce projet, une subvention d'aide à l'investissement auprès de la MSA 47 à hauteur de 10 000 €,
- **ADOpte** le plan de financement suivant :

|                           |                                  |
|---------------------------|----------------------------------|
| Coût prévisionnel total : | 240 000 € HT, soit 288 000 € TTC |
| Subvention CAF 47 :       | 40 000 €                         |
| Subvention MSA 47 :       | 10 000 €                         |
| Autofinancement :         | 142 000 €                        |
| Etat :                    | 96 000 €                         |
- **ENGAGE** la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres ;
- **DÉCIDE** d'inscrire au budget primitif 2019 de la commune les crédits nécessaires,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier

Publié le 06/02/19  
Visa Préfecture le 06/02/19

## **Demande de subventions CAF et MSA – Menuiseries de l'accueil périscolaire de l'école Jean Jaurès – BP 2019**

Monsieur le Maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

La mairie procède régulièrement à l'entretien et à la rénovation de ses écoles.

Cette année, une partie des travaux de rénovation des menuiseries concerne le local de l'accueil périscolaire de l'école maternelle Jean Jaurès pour un montant de 6 626,53 € HT (soit 7 951,84 € TTC).

La Caf 47 est susceptible de verser une aide financière (subvention ou prêt sans intérêt) aux communes au titre de l'amélioration et de la remise aux normes des équipements d'accueil du jeune enfant.

Les taux d'intervention s'échelonnent entre 30% et 70 % selon le coût du projet et la nature de la demande.

La MSA peut également verser une aide financière forfaitaire de 2 000 €.

**Vu l'exposé de monsieur le maire  
et après en avoir délibéré, le conseil municipal**

*25 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention*

- **DÉCIDE** de solliciter une demande de subvention concernant une aide forfaitaire à l'investissement auprès de la MSA 47 pour un montant de 2 000 € ;
- **DÉCIDE** de solliciter une demande de subvention auprès de la CAF 47 pour un montant de 3 314 €, correspondant à 50% du montant HT ;
- **ENGAGE** la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres ;
- **DÉCIDE** d'inscrire au budget primitif 2019 de la commune les crédits nécessaires ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

*Publié le 06/02/19*

*Visa Préfecture le 06/02/19*

## **Demande de subvention MSA – Projet pédagogique – Service crèche – BP 2019**

Monsieur le Maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Dans le cadre du projet pédagogique de la crèche municipale, la directrice et son équipe proposent chaque année, des activités d'éveil pour les enfants ; Cette année, il est proposé :

- 10 séances d'éveil musical avec une professeure de musique de l'école de musique du confluent ;
- 1 spectacle au printemps pour les enfants et les familles autour de la musique et de la nature ;

- 1 sortie découverte à la ferme de St-Léon (trajets et achats produits) avec cueillette et transformation des fruits en jus et dégustation ;
- 4 séances d'analyse de pratiques professionnelles ;
- 1 atelier avec les parents sur « ma maison, ma santé » ;
- 1 sortie au cinéma d'Aiguillon, à Noël.

Le montant prévisionnel total de ces prestations s'élève à 1 946.70 € TTC répartis comme suit :

|  |          |
|--|----------|
| - 10 séances d'animation d'éveil à la musique :          | 160,00 € |
| + Achat d'un instrument de musique pour l'éveil :        | 249,00 € |
| - 1 Prestation spectacle « A deux pas d'ici » :          | 660,00 € |
| - 1 Découverte ferme de St-Léon trajet + achats produits | 140,00 € |
| - 1 Séance de cinéma d'Aiguillon à Noël :                | 120,00 € |
| - 4 Séances analyse psychologue :                        | 444,00 € |
| - 1 Atelier « ma maison, ma santé » :                    | 164.70 € |

**Vu l'exposé de monsieur le maire  
et après en avoir délibéré, le conseil municipal**

25 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- DÉCIDE de valider le projet pédagogique de la crèche tel qu'il se présente ;
- SOLLICITE, pour financer ce projet, l'attribution d'une demande de subvention auprès de la Mutualité Sociale Agricole de Lot-et-Garonne, au titre de la réalisation d'un projet en milieu rural, à hauteur de 80% du montant TTC de ces dépenses ;
- ADOPTE le plan de financement suivant :
 

|                                  |            |
|----------------------------------|------------|
| Coût prévisionnel total TTC :    | 1 946.70 € |
| Subvention MSA 47                | 1 558,00 € |
| Autofinancement par la commune : | 386,70 €   |
- DÉCIDE d'inscrire au budget primitif 2019 de la commune les crédits nécessaires correspondants,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

*Publié le 06/02/19*  
*Visa Préfecture le 06/02/19*

### Demande de subvention CAF – Accueil Périscolaire du Mercredi après-midi – BP 2019

Monsieur le Maire rappelle que par une délibération prise le 20 décembre 2017, la commune d'Aiguillon s'est prononcée en faveur du maintien de la semaine scolaire, ayant pour effet de répartir les heures d'enseignements hebdomadaires sur quatre jours et demi (avec école le mercredi matin).

Il est donc nécessaire de poursuivre la mission de transport des enfants dont les familles ont un besoin de garde sur le mercredi après-midi : il s'agit du transport des enfants scolarisés au sein de l'école maternelle Jean Jaurès, vers la structure périscolaire de l'école élémentaire Marcel Pagnol.

Ce transport est une dépense supportée depuis la rentrée de septembre 2013 par la commune d'Aiguillon : les familles bénéficient de la gratuité de ce service.

En effet, cette année, nous avons enregistré une forte hausse des effectifs depuis la rentrée de septembre 2018, sur l'accueil des mercredis après-midi. Ainsi, la mairie a positionné deux animateurs supplémentaires pour encadrer les enfants.

Les années précédentes, la fréquentation moyenne variait entre 40 à 45 enfants et depuis le mois de septembre, elle varie entre 55 et 65 enfants.

A cela, s'ajoute la modification du taux d'encadrement prévue par le Décret n° 2018-647 du 23 juillet 2018 modifiant des définitions et des règles applicables aux accueils de loisirs :

*« L'effectif minimum dans le cadre d'un projet éducatif territorial (PEDT), pour les enfants de maternelle : 1 animateur pour 10 enfants et en élémentaire, 1 animateur pour 14 enfants, pour une durée d'accueil consécutive de plus de cinq heures. »*

Monsieur le Maire présente l'estimation du coût de la dépense en 2019 :

Le transport des enfants, pour 34 mercredis en 2019 s'élève à 1 148.33 € HT et 1 258 € TTC.

L'estimation de la rémunération (avec les charges patronales), pour un animateur dont le coût annuel est estimé à 35 102 € pour 1 607 heures effectuées dans l'année, revient à un coût horaire de 21.84 €.

Pour 34 mercredis en 2019 à 6.50 heures, cela fait un total de 221 heures annuelles ;  
En conséquence, le coût annuel pour 2 animateurs s'élève à  $221 \text{ h} \times 21,84 \text{ €} = 4\,826.64 \text{ €} \times 2$  soit 9 653.28 €.

Le coût prévisionnel total est donc de 1 258 € + 9 653.28 € soit 10 911.28 € TTC (10 797.04 € HT).

En effet, la Caf du Lot et Garonne lance un appel à projets dans le cadre du « fonds publics et territoires », de « l'axe 4 – Accompagner les problématiques territoriales des équipements par une aide sur le coût des trajets mais aussi sur le renforcement des moyens en personnel » permettant l'attribution d'une subvention à hauteur de 80% du montant HT des dépenses.

**Vu l'exposé de monsieur le maire  
et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal**

25 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- SOLLICITE une subvention auprès de la CAF 47, pour l'année 2019, d'un montant de 9 638 € correspondant à 80% du montant HT ;
- ADOPTE le plan de financement susvisé ;



- DÉCIDE d'inscrire au budget primitif 2019 de la commune les crédits nécessaires correspondants ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

*Publié le 08/02/19*

*Visa Préfecture le 08/02/19*

### **Demande de subvention « Chantiers Jeunes » - Projet « Young & City-zen » d'embellissement de la ville – BP 2019**

Monsieur le Maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

La commune d'Aiguillon souhaite réaliser une opération de découverte du monde du travail. Le but de cette opération est de permettre à de jeunes aiguillonnais de réaliser des travaux d'embellissement de la commune et d'acquérir une première expérience professionnelle et citoyenne.

Ce projet se déroulerait du 8 au 12 juillet 2019, à destination des jeunes aiguillonnais âgés de 13 à 17 ans à parité homme / femme et porterait sur le thème de l'embellissement de la ville. Le chantier s'intitulerait « Young & City-zen ». Monsieur le Maire précise qu'il s'agit d'un projet inter-service entre celui de l'enfance et celui des services techniques, espaces verts et salubrité.

Les dates d'inscriptions seront communiquées dans le bulletin municipal « Liaison » et sur tous les supports de communication de la ville. Le nombre de place est limité à huit jeunes pour un encadrant, agent municipal.

Le montant de la bourse versé aux jeunes serait de 80 €. En cas d'absence du jeune, le montant sera dégressif. Il est également prévu l'achat de fournitures d'un montant estimé à 1 860,00 €.

La commune prévoit une assurance pour cette activité.

Un règlement intérieur et une fiche d'inscription seront présentés ultérieurement au Conseil Municipal.

Dans le cadre du développement des loisirs de proximité tout au long de l'année, la caisse d'Allocations familiales du Lot-et-Garonne (Caf 47) a prévu de soutenir financièrement les organisateurs de « Chantiers Jeunes ».

La mairie s'engage à proposer un projet dont les critères de recevabilité seraient conformes au dispositif CAF « Chantier Jeunes ».

Monsieur Pédurand demande si cela implique dans le règlement un recrutement social, vu qu'il s'agit d'une demande de subvention auprès de la CAF, avec une priorité sur les jeunes défavorisés ou si ce chantier sera ouvert à tout le monde.

Madame Curie (Directrice Générale des Services) dit qu'il faudra rajouter des critères si on a plus de candidat.

Madame Aymard dit qu'il faudrait augmenter l'enveloppe budgétaire pour ce projet

Monsieur le Maire dit qu'on ne pourra pas étendre ce projet aux deux mois d'été. Ce projet sera en effet à combiner avec les recrutements saisonniers pour le centre de loisirs. Ces recrutements saisonniers passeront d'ailleurs par une stimulation des jeunes aiguiillonnais à passer le BAFA, de façon à avoir du jeune personnel en phase de formation.

Monsieur le Maire rappelle que les FRANCAS organisent ces formations (BAFA et BAFD). Il faudrait 2 x 7 jeunes pour le centre de loisirs et le camping, à cela s'ajoute les 8 jeunes du projet de chantier jeune, sans compter ceux qui pourront potentiellement être recrutés dans d'autre service. Monsieur le Maire souligne qu'il y a un gros effort de fait pour la jeunesse cet été.

**Vu l'exposé de monsieur le maire  
et après en avoir délibéré, le conseil municipal**

25 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **DÉCIDE** de valider le projet « chantier jeune » dont le coût prévisionnel total est estimé à 2 500,00 € ;
- **SOLLICITE**, pour financer ce projet, l'attribution d'une aide de la Caisse d'Allocations Familiales de Lot-et-Garonne au titre de l'appel à projet « chantier jeunes » ;
- **ADOpte** le plan de financement suivant :

|  |            |
|--|------------|
| Coût prévisionnel total  | 2 500,00 € |
| (Soit 640 € pour les bourses et 1 860 € pour l'achat de fournitures) |            |
| Subvention CAF 47  | 1 500,00 € |
| Autofinancement  | 1 000,00 € |
- **ENGAGE** la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres ;
- **DÉCIDE** d'inscrire au budget primitif 2019 de la commune les crédits nécessaires ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier

*Publié le 06/02/19*  
*Visa Préfecture le 06/02/19*

**Demande de subvention CAF et MSA – REAAP 2019**

Monsieur le Maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

En 2016, lors d'une rencontre avec les conseillères techniques de la CAF, la commune a sollicité et obtenu la labellisation du dispositif Reaap (Réseau d'écoute et d'appui et d'accompagnement des parents), des entités municipales que sont :

- la crèche
- la médiathèque
- l'ALSH
- les trois accueils périscolaires

Ce réseau rassemble l'ensemble des acteurs, parents, professionnels, bénévoles, associations, collectivités, intervenant auprès des familles et des parents. Il contribue au développement et à la mise en œuvre d'actions pour accompagner les parents dans leur fonction parentale.

Le Reaap propose une offre de service diversifiée et de qualité permettant aux parents d'assurer pleinement leur rôle éducatif. Il permet également aux porteurs de projets de :

- valoriser et communiquer sur les actions mises en œuvre
- échanger, partager, mutualiser des idées, des pratiques
- créer des partenariats

Ces principes sont déclinés dans la charte nationale des Reaap.

Aujourd'hui, dans le cadre du Reaap, la commune souhaite présenter un projet.

L'équipe de la médiathèque à l'écoute des parents-lecteurs propose de créer un fonds documentaire relatif aux troubles cognitifs spécifiques et aux troubles des apprentissages que l'on regroupe sous la nomination « DYS ».

Cette action comprend :

- l'achat d'une cinquantaine de livres pour un montant de 533.25 € TTC (505.45 € HT).
- l'intervention en 3 séances (2 séances de présentation des outils et 1 séance de bilan) d'une orthophoniste pour un montant de 360 €.

Cette action à destination des parents pourrait être, en partie, financée par le dispositif soutenu par la CAF et la MSA dans le cadre du Reaap (Réseau d'écoute et d'appui et d'accompagnement des parents).

Aussi, il est proposé au Conseil municipal de déposer cette action sur la plateforme dématérialisée [www.reseau-parentalité47.fr](http://www.reseau-parentalité47.fr) afin d'y solliciter une aide forfaitaire de 710 €.

**Vu l'exposé de monsieur le maire  
et après en avoir délibéré, le conseil municipal :**

*25 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention*

- **VALIDE** le projet de la Médiathèque sur le thème « DYS » ;
- **SOLLICITE** auprès de la CAF et de la MSA, pour financer ce projet, l'attribution d'une subvention dans le cadre du Reaap ;
- **ADOpte** le plan de financement susvisé ;
- **DECIDE** d'inscrire au budget primitif de 2019 de la commune les crédits nécessaires ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

*Publié le 08/02/19  
Visa Préfecture le 08/02/19*

## Subvention attribuée au S.D.I.S 47 pour le financement de la réhabilitation et de l'aménagement du nouveau centre d'incendie et de secours d'Aiguillon

Monsieur le Maire rappelle le projet de réhabilitation du centre d'incendie et de secours d'Aiguillon.

Il rappelle la délibération par laquelle l'assemblée a accepté de participer au financement de cette opération pour un montant représentant sa quote-part du tiers incombant aux communes, le Conseil général et le SDIS finançant les deux tiers restants.

Monsieur le Maire précise que le SDIS a présenté son projet à la commune ainsi que l'estimation du coût à répartir entre les partenaires financiers découlant des études d'avant-projet détaillé.

Il indique dès lors que le Conseil municipal doit s'engager définitivement dans le financement de ce projet afin que le SDIS puisse concrétiser ses démarches et lancer les travaux.

Il précise qu'à cet effet, la commune et le SDIS doivent signer une convention financière prévoyant les modalités pratiques de liquidation et de versement de la subvention.

Monsieur le Maire présente les photos de ce que pourrait devenir le centre. Monsieur COTTERLI apporte des explications quant aux travaux, il explique notamment qu'il y aura une entrée principale avec un hall d'entrée, un standard avec une réception d'appel, des garages, des sanitaires séparées homme / femme (pour l'instant, il n'y a pas de vestiaires différenciés alors qu'il y a une mixité chez les pompiers, ce qui nécessite des améliorations).

Monsieur le Maire précise que la couleur rouge qu'abordera le nouveau centre est autorisée par le Plan Local d'Urbanisme, car dans son règlement, pour les établissements publics, il n'y a pas de contre-indication.

Monsieur Cotterli ajoute que sapeurs-pompiers d'Aiguillon sont engagés à faire la démolition intérieure, toute l'évacuation des gravats et une fois le chantier fini, ils feront les peintures intérieures et le tronçonnage de l'arbre, dans un but économique.

Monsieur Cotterli précise que le centre est actuellement toujours en sous-effectif, malgré sept recrues, il y a eu quatre départs. Il ajoute qu'il y a actuellement 26 pompiers mais il en faudrait 35 pour un fonctionnement optimal dans une commune comme Aiguillon.

Monsieur Pédurand demande si on a des recrues extérieures. Monsieur Cotterli lui répond que le SDIS l'interdit, on est limité dans le temps car il ne faut pas mettre plus de 5 minutes pour arriver à la caserne.

Madame Aymard demande ce que va changer le standard. Monsieur Cotterli lui répond que la caserne possède déjà le minimum, mais il n'y aura pas de garde avec un personnel affecté dessus. Madame Aymard demande s'il n'est pas possible de recruter des services civiques pour ce poste. Monsieur Cotterli lui répond que cela dépend du SDIS. Il ajoute que cette situation est problématique car ce sont toujours les mêmes qui travaillent, qui font entre 7 000 et 8 000 heures de présence d'astreinte, et presque 200 ou 300 heures d'intervention, ce qui est très usant sachant qu'ils ont aussi leur travail à côté.

Monsieur Cotterli ajoute qu'on a aussi du nouveau matériel depuis fin 2018, réservé aux feux de forêts ce qui permet à Aiguillon de faire partie d'un groupe incendie feu de forêt avec Tonneins et Damazan. Il explique qu'on aura une nouvelle cellule VSAV comme dans les grands centres.

Monsieur le Maire explique que grâce à une convention avec le SDIS, les agents du « Services Techniques » de la mairie peuvent quitter leur lieu de travail dans la journée pour faire les interventions pompières, ce qui permet au centre de fonctionner 7j/7 et 24h/24.

Actuellement, il y a 7 agents des services techniques qui sont sous convention, avec une très bonne collaboration entre le centre de secours (notamment son commandant) et les services de la mairie.

Monsieur le Maire précise que cette rénovation fait partie du PPI n°2, qui rentre dans la rénovation de tous les centres de secours dans le Lot-et-Garonne, avec un financement tripartite : 30 % pour une commune première intervention, 30 % pour le département et 30% pour le SDIS. Le financement assuré par les communes est réparti au prorata de la population. Le projet total de rénovation de centre de secours d'Aiguillon avoisine les 300 000 euros, le financement demandé sera réparti sur 3 exercices budgétaires. Pour ce qui concerne la Commune d'Aiguillon, le total se monte à 97 032 €, ce qui en fait le principal financeur.

Monsieur Girardi rétorque que nos communes voisines profitent des services des sapeurs-pompiers mais qu'on ne peut pas aller chercher des pompiers dans leurs communes. Monsieur Cotterli explique que ce n'est que pour une question de temps, car il faut intervenir très vite.

Monsieur Lasserre demande si dans les infrastructures il sera prévu une récupération des eaux de pluies. Monsieur Cotterli répond que non, mais qu'il y a un système de récupération des eaux usées.

Considérant l'état général du centre de secours ne répondant plus aux besoins essentiels des sapeurs-pompiers qui y sont affectés,

Considérant l'intérêt public local d'une telle opération pour l'ensemble des communes défendues en premier appel et la nécessité de mutualiser au maximum la charge liée aux travaux,

**Vu l'exposé de monsieur le maire  
et après en avoir délibéré, le conseil municipal :**

*25 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention*

- **APPROUVE** le projet présenté par le SDIS de Lot-et-Garonne,
- **APPROUVE** le principe du soutien financier de la commune d'Aiguillon sous la forme d'une subvention d'équipement, pour un montant estimé à 97 032 € représentant sa quote-part du tiers incombant aux communes.
- **PRÉCISE** que ce montant sera actualisé une fois que les prix définitifs des marchés de travaux seront connus et que le bilan comptable de l'opération aura été arrêté.

- **CONSTATE** que ces crédits sont et seront prévus aux budgets 2019 et suivants de la commune, à l'article 2041 de la section d'investissement,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention financière avec le SDIS de Lot-et-Garonne portant sur les modalités pratiques de liquidation et de versement de la subvention

*Publié le 06/02/19*

*Visa Préfecture le 06/02/19*

## ENFANCE-JEUNESSE

### Participation des communes de résidence aux frais de scolarité 2018/2019

Monsieur le Maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Les écoles publiques d'Aiguillon, tant les deux écoles maternelles que l'école élémentaire, accueillent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune.

La commune d'Aiguillon est en droit de demander une participation aux communes de résidence de ces enfants pour les frais de scolarité correspondants. Les communes de résidence sont tenues de régler cette participation dans les cas de droit commun, c'est-à-dire si elles ne disposent pas d'école élémentaire, ou pas de structures d'accueil suffisantes ou adaptées permettant la scolarisation de tous les enfants.

La répartition des charges de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence de l'enfant. A défaut d'accord entre les communes intéressées, la contribution de chaque commune est fixée par le représentant de l'État dans le département après avis du conseil départemental de l'éducation nationale.

Pour le calcul de la contribution de la commune de résidence, il est tenu compte des ressources de cette commune, du nombre d'élèves de cette commune scolarisés dans la commune d'accueil et du coût moyen par élève calculé sur la base des dépenses de l'ensemble des écoles publiques de la commune d'accueil.

Les dépenses à prendre en compte à ce titre sont les charges de fonctionnement, à l'exclusion de celles relatives aux activités périscolaires.

Ainsi, Aiguillon accueille pour l'année scolaire 2018/2019 :

- 6 enfants non-aiguillonnais en écoles maternelles (dont 3 sont recouvrables)
- 32 enfants en élémentaire (dont 19 sont recouvrables).

En ce qui concerne la Classe d'intégration Scolaire (CLIS) de l'école élémentaire Marcel-Pagnol, elle accueille 12 enfants, dont 7 résidant hors d'Aiguillon. Ceci correspond au régime de droit commun (participation obligatoire des communes de résidence).

Monsieur le Maire propose au conseil que ces participations soient fixées de la façon suivante :

| Écoles maternelles                 | Montant   |
|------------------------------------|-----------|
| Total frais de fonctionnement 2018 | 274 342 € |
| Nombre élèves total                | 193       |
| Coût moyen/ élèves/ an             | 1 422 €   |

  

| École élémentaire et C.L.I.S.      | Montant   |
|------------------------------------|-----------|
| Total frais de fonctionnement 2018 | 203 914 € |
| Nombre élèves total                | 278       |
| Coût moyen/ élèves/ an             | 734 €     |

Après en avoir délibéré,  
le conseil municipal,

25 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **FIXE** les participations aux frais de scolarité dues par les communes de résidence, pour l'année scolaire 2017/ 2018, selon le détail suivant :
  - écoles maternelles : 1 422 €/ enfant/ an
  - école élémentaire et CLIS : 734 €/ enfant/ an
- **APPELLE** le montant fixé ci-dessus par élève auprès des communes concernées ;
- **MANDATE** Monsieur le Maire pour solliciter les participations correspondantes aux communes concernées.

Publié le 06/02/19  
Visa Préfecture le 06/02/19

**Signature du Contrat Enfance-Jeunesse du territoire du Confluent et des Coteaux de Prayssas 2018-2021**

Monsieur le maire expose le rapport suivant à l'assemblée :

Le Contrat Enfance-Jeunesse est un contrat d'objectifs et de cofinancement dont la finalité est de poursuivre et d'optimiser la politique de développement en matière d'accueil des moins de 18 ans. Il a deux objectifs principaux :

- favoriser le développement et optimiser l'offre d'accueil par :
  - un soutien ciblé sur les territoires les moins bien servis, au regard des besoins repérés ;
  - une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants ;

- un encadrement de qualité ;
- une implication des enfants, des jeunes et de leurs parents dans la définition des besoins, la mise en œuvre et l'évaluation des actions ;
- une politique tarifaire accessible aux enfants des familles les plus modestes.
- contribuer à l'épanouissement des enfants et des jeunes et à leur intégration dans la société par des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation pour les plus grands.

La Commune d'Aiguillon a signé un Contrat Enfance-Jeunesse (CEJ) du « Territoire du Confluent » avec la Caisse d'Allocations Familiales 47 pour la période 2014-2017. Celui-ci étant arrivé à échéance, le Conseil municipal est appelé à signer un nouveau Contrat Enfance-jeunesse du « Territoire de la Communauté de communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas » pour une durée de 4 ans, du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2021.

Le CEJ du territoire concerne les collectivités et actions suivantes :

- *Communauté de Communes du Confluent et des coteaux de Prayssas*
  - Relais Assistantes Maternelles
- *Commune d'Aiguillon*
  - Extension Crèche
  - ALSH Activ'ados
  - Accueil de loisirs sans hébergement
  - Accueils de loisirs périscolaires
- *Commune de Clermont-Dessous*
  - Micro-crèche de Fourtic
- *Commune de Damazan*
  - Accueil de loisirs sans hébergement
  - Accueil de loisirs périscolaire
  - Micro-crèche
- *Commune de Monheurt*
  - Accueil de loisirs périscolaire
- *Commune de Port-Sainte-Marie*
  - Crèche halte-garderie
  - Accueil de loisirs sans hébergement
- *Commune de Prayssas*
  - Accueil de loisirs sans hébergement

Le plan de financement des actions menées par la commune d'Aiguillon dans ce contrat est indiqué dans l'annexe 1 – MODULE 1.

Pour rappel, la Commune d'Aiguillon avait validé le renouvellement de ce CEJ sur la période 2014-2017, lors de sa séance du 14 octobre 2014.



Le conseil municipal est donc appelé à délibérer pour autoriser le maire à signer le nouveau Contrat Enfance Jeunesse couvrant la période 2018 à 2021.

**Après avoir entendu cet exposé,  
le conseil municipal,**

*25 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,*

- **ACCEPTE** de signer le « Contrat Enfance-Jeunesse » du territoire du Confluent et des Coteaux de Prayssas », pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2021, avec la Caisse d'Allocations Familiales de Lot-et-Garonne, la Communauté de Communes du Confluent et des coteaux de Prayssas, ainsi que les communes de Clermont-Dessous, Damazan, Monheurt, Port-Sainte-Marie et Prayssas ;
- **RAPPELLE** que les actions à inscrire dans ce Contrat pour la commune d'Aiguillon (à partir du Diagnostic de l'existant) sont les suivantes :
  - *Actions antérieures reconductibles*
    - offre de loisirs dans le temps périscolaire ;
    - offre de loisirs dans le temps extrascolaire (mercredi/ samedi/ vacances)
  - *Actions nouvelles*
    - accueil collectif de la petite enfance (extension de la capacité d'accueil de la crèche de 16 à 24 places) ;
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2019 ;
- **ACCEPTE** le plan de financement pour les actions menées par la commune d'Aiguillon indiqué dans la convention d'objectifs et de financement – annexe 1 – MODULE 1 ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

*Publié le 06/02/19*

*Visa Préfecture le 06/02/19*

## **RESSOURCES HUMAINES**

### **Mise à jour des effectifs – Création et suppression de postes**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'un agent du service administratif titulaire du grade d'adjoint administratif principal de 1ère classe a passé avec succès le concours de rédacteur territorial.

Compte tenu des missions accomplies par cet agent correspondant à des domaines d'interventions relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux, Monsieur le Maire propose la création d'un poste de rédacteur territorial (catégorie B), à temps complet.

Il propose également afin de mettre à jour le tableau des effectifs du personnel de supprimer les grades suivants :

- Ingénieur principal, suite à une mutation,
- Educateur principal de jeunes enfants suite à un départ à la retraite
- Technicien principal de 1ère classe : grade ouvert dans le cadre de la publication de la vacance d'emploi pour le poste de responsable des services techniques,

Le comité technique lors de sa séance du 03 octobre 2018 a émis un avis favorable à la suppression de ces trois grades.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

- La création d'un emploi de rédacteur territorial, permanent, à temps complet (35 heures par semaine),
- La suppression des grades suivants :
  - ingénieur principal,
  - éducateur principal de jeunes enfants,
  - technicien principal de 1ère classe.

**Après avoir entendu cet exposé,  
le conseil municipal,**

25 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

- **DECIDE** d'adopter les modifications du tableau des emplois ainsi proposés qui prendront effet à compter du 1er avril 2019 (voir annexe),
- **PRECISE** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent sont inscrits au budget 2019 de la commune,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer les démarches administratives nécessaires pour la création de cet emploi et à signer tout document relatif à ce dossier.

*Publié le 06/02/19  
Visa Préfecture le 06/02/19*

### **Actualisation du montant des indemnités des élus**

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil municipal l'exposé suivant :

Les indemnités allouées aux élus locaux sont fixées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal indiciaire de la fonction publique.

Depuis le 1er janvier 2019, avec la réactivation des mesures du PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations) c'est l'indice brut 1027 – indice majoré 380 (et non plus l'indice brut 1022) qui sert pour le calcul des indemnités de fonction des élus locaux.

Il propose à l'assemblée de modifier le taux servant de base de calcul des indemnités de fonction afin de maintenir le montant mensuel brut de l'indemnité versée avant l'augmentation de l'indice brut terminal de la fonction publique au 1er janvier 2019 (passage de 1022 à 1027).

Monsieur Girardi se dit choqué qu'il y ait tant d'élus qui perçoivent des indemnités. Monsieur Couret souligne que ce n'est pas ici que c'est le plus grave.

Monsieur le Maire explique qu'il y avait un maire et 8 adjoints, pour chaque adjoint c'était 20% de l'indemnité du Maire, sachant que le Maire touchait autour de 50% du maximum autorisé. Il rajoute qu'en 2014, on avait choisi un autre mode de répartition, on avait limité à 7 adjoints, tous ne touchant pas les 20%.

Sur les 7 adjoints, seuls 4 touchent environ 20%, pour les autres c'est dégressif, de façon à ce que des conseillers municipaux délégués soient légèrement rémunérés. Pour conclure, Monsieur le Maire dit que cela veut dire que nous ne sommes même pas au total du montant des indemnités qu'on pourrait distribuer aux élus.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à actualiser le taux des indemnités allouées au Maire, aux Adjoints et aux Conseillers Municipaux ainsi qu'il suit :

| Indemnité   | Nom de l' élu                   | Fonction élective    | Taux de l'indice brut<br>1027 attribué à<br>compter du<br>01/02/2019 |
|---|---------------------------------|----------------------|--|
| Indemnité de<br>fonction pour<br>l'exercice de<br>fonctions électives | Jean-François SAUVAUD           | Maire                | 49,18%   |
|   | Fabienne DE MACEDO              | 1e Adjoint           | 19,67%   |
|   | Sylvio GUINGAN                  | 2e Adjoint           | 19,67%   |
|   | Michel PEDURAND                 | 3e Adjoint           | 19,67%   |
|   | Brigitte LEVEUR                 | 4e Adjoint           | 19,67%   |
|   | Youssef SADIR                   | 5e Adjoint           | 10,33%   |
|   | Fabienne DIOUF                  | 6e Adjoint           | 10,33%   |
|   | Gabriel LASSERRE                | 7e Adjoint           | 12,79%   |
|   | André CASTAGNOS                 | Conseiller municipal | 9,06%  |
|   | Jacqueline BEYRET-<br>TRESEGUET | Conseiller municipal | 5,91 %   |
|   | Bernard COURET                  | Conseiller municipal | 5,91 %   |
|   | Catherine SAMANIEGO             | Conseiller municipal | 5,91 %   |
|   | Michel CADAYS                   | Conseiller municipal | 5,91 %   |
|   | Marcia MACARIO DE OLIVEIRA      | Conseiller municipal | 2,99%  |

Les élus ci-dessus désignés bénéficient d'une délégation de fonction.

**Après avoir entendu cet exposé,  
le Conseil Municipal,**

25 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

- **FIXE** au 1er février 2019, les indemnités de fonction allouées aux membres du Conseil Municipal ainsi qu'il suit :

| Indemnité   | Nom de l' élu                   | Fonction électorale  | Taux de l'indice brut<br>1027 attribué à<br>compter du<br>01/02/2019 |
|---|---------------------------------|----------------------|--|
| Indemnité de<br>fonction pour<br>l'exercice de<br>fonctions électives | Jean-François SAUVAUD           | Maire                | 49,18%   |
|   | Fabienne DE MACEDO              | 1e Adjoint           | 19,67%   |
|   | Sylvio GUINGAN                  | 2e Adjoint           | 19,67%   |
|   | Michel PEDURAND                 | 3e Adjoint           | 19,67%   |
|   | Brigitte LEVEUR                 | 4e Adjoint           | 19,67%   |
|   | Youssef SADIR                   | 5e Adjoint           | 10,33%   |
|   | Fabienne DIOUF                  | 6e Adjoint           | 10,33%   |
|   | Gabriel LASSEUR                 | 7e Adjoint           | 12,79%   |
|   | André CASTAGNOS                 | Conseiller municipal | 9,06%  |
|   | Jacqueline BEYRET-<br>TRESEGUET | Conseiller municipal | 5,91 %   |
|   | Bernard COURET                  | Conseiller municipal | 5,91 %   |
|   | Catherine SAMANIEGO             | Conseiller municipal | 5,91 %   |
|   | Michel CADAYS                   | Conseiller municipal | 5,91 %   |
|   | Marcia MACARIO DE<br>OLIVEIRA   | Conseiller municipal | 2,99%  |

- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2019 de la Commune.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

*Publié le 06/02/19*

*Visa Préfecture le 06/02/19*

## URBANISME

### Adressage – Dénomination de voies

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du mardi 3 avril 2018, le Conseil Municipal a validé les choix effectués pour baptiser certaines voies existantes de la Commune.

Il explique que ce travail d'adressage est nécessaire afin d'assurer les missions de service public.

La majorité du travail d'adressage a été effectué durant l'été 2018. Pour ce qu'il en reste, la Commission Aménagement Urbain du 19 décembre 2018 a validé six nouvelles dénominations de voie :

- Avenue des Landes
- Route de Clairac
- Route de Saint Armand
- Impasse de Capot

- Route Stendhal
- Impasse du Confluent

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

25 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

- **ACCEPTE** ces six nouvelles dénominations de voie.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les documents relatifs à cette affaire.

*Publié le 06/02/19*  
*Visa Préfecture le 06/02/19*

**Principe d'adoption du choix du mode de gestion à compter du 01/01/2020 pour le transfert des compétences eau potable et assainissement au Sdee 47**

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal a approuvé le 18 septembre 2018 le transfert des compétences « eau potable » et « assainissement collectif » de la commune d'Aiguillon au Syndicat Eau 47 dans le cadre de l'article 2.2 de ses statuts, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Cette décision était prise consécutivement aux dispositions de la loi n°2018-991 du 7 août 2015 dite loi « NOTRe » qui prévoit le transfert des compétences eau et assainissement aux établissements publics de coopération intercommunale au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Le transfert de ces compétences à Eau 47 acté depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 présente l'avantage d'anticiper les modalités de continuité du service Eau et Assainissement sur le territoire d'Aiguillon.

Monsieur le Maire explique qu'on craignait d'être rattaché à l'un des syndicats déjà existants, ce qui aurait entraîné une augmentation substantielle du prix de l'eau. En réalité, Eau 47 a décidé de maintenir comme territoire autonome la partie urbaine d'Aiguillon, de façon à ce que le prix de l'eau soit le plus proche possible de ce qu'il est actuellement, en lançant un marché de délégation de service sur ce territoire urbain d'Aiguillon. Si le résultat de ce marché n'est pas conforme à ce que l'on attend, on rattacherait le territoire urbain d'Aiguillon à une des régies d'Eau 47.

Toute l'idée, c'est de maintenir le plus possible le prix de l'eau, en mettant en concurrence les grandes sociétés dans ce domaines (Veolia, Saur, etc). Cela s'explique justement car en fonction de ce qu'on leur a dit aussi, Eau 47 s'est aperçu qu'en attribuant les marchés à la Saur, l'agglomération d'Agen a basculé vers cette société aussi, ce qui fait qu'une grande partie du Lot et Garonne est dans la délégation SAUR. Eau 47 a décidé de focaliser la mise en concurrence sur le territoire à Aiguillon, en le conservant comme une entité propre.

Monsieur Girardi dit ne pas comprendre, car on vote la délégation à Eau 47 mais ils vont solliciter une entreprise pour gérer, donc il se demande qui va financer les travaux. Monsieur le Maire répond que ça sera Eau 47 comme prévu dans les statuts.

Monsieur le Maire rajoute qu'il y a une volonté de simplification, Aiguillon aura des représentants à Eau 47, on représente deux entités à l'intérieur du syndicat.

Monsieur Guingan rajoute qu'on a confié à la société Icare le soin de faire une étude. Il demande alors qui a décidé du résultat de cette étude qui nous conduit forcément à une délégation de service public. Monsieur le Maire dit qu'il n'y a pas de changement.

Monsieur Guingan dit qu'on sait que le prix de l'eau avec Eau 47 n'est pas celui de la baisse. Il dit de pas être d'accord avec le fait d'être trop petit pour avoir une régie indépendante, il y a des communes plus petites qui en ont une.

Madame Moschion dit qu'Eau 47 compte de plus en plus de collectivités qui ont sur le département des prix qui montent, ils veulent donc une harmonisation sur les prix.

Monsieur Guingan dit que c'est un syndicat, c'est donc une gestion comme une entreprise publique, cela ne convient pas, car ce ne sont pas des résultats qui conviennent à un service public.

Monsieur Girardi dit qu'il ne faut pas oublier la mauvaise qualité du réseau d'eau potable actuellement.

Monsieur le Maire dit que dans le cas d'une régie, il s'agira d'une régie qui travaillera en prestation de service, ça ne sera pas une véritable régie.

Monsieur Couret dit qu'il semblait qu'on avait les fonds pour les investissements lourds grâce à ces excédents exceptionnels. Monsieur le Maire répond que c'était le cas, mais les subventions diminuent de plus en plus.

Monsieur le Maire rajoute que dans le cas du transfert, quand les autres collectivités transfèrent à Eau 47, le syndicat s'engage à reverser les excédents aux collectivités, mais elles avaient souvent des déficits. Pour notre part, on a de l'excédent qui sera en grande partie reversé à la commune par Eau 47.

Il en ressort que notre territoire est suffisamment dimensionné pour lancer une nouvelle délégation de service public pour l'Eau et l'Assainissement. Les services d'Eau 47 sont rompus à cet exercice et disposent d'un service compétent et expérimenté, dédié au contrôle du respect des clauses contractuelles.

Cette option garantie un impact raisonnable sur le prix. Celui-ci devant absorber des investissements lourds et notamment la mise aux normes de la station d'épuration.

Si le projet de délégation de service public ne devait pas aboutir pour cause d'offres inappropriées, le service Eau et Assainissement d'Aiguillon rejoindra une régie existante d'Eau 47, la taille de notre collectivité étant insuffisante dans ce cas pour disposer de sa propre régie.

Considérant le transfert des compétences Eau et Assainissement à Eau 47, il reviendra à ce syndicat de prendre la décision définitive quant au mode de gestion de ces services.

Toutefois, Eau 47 souhaite en amont associer pleinement le Conseil Municipal d'Aiguillon. Pour cela, il vous est proposé de prendre une décision de principe, laquelle sera communiquée à Eau 47.

Le Conseil Municipal est appelé à approuver la décision de principe suivant quant à la continuité des services Eau et Assainissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

- Délégation de service public – affermage pour l'Eau et l'Assainissement,
- Rattachement à une régie existante d'Eau 47 si le résultat de la mise en concurrence dans le cadre d'une délégation de service public n'est pas probant.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

*16 voix pour*

*(M. SAUVAUD, Mme DE MACEDO, Mme LEVEUR, M. PEDURAND, M. LASSERRE, Mme BEYRET TRESEGUET, M. CASTAGNOS, Mme FAURE, M. GUIHARD, Mme MACARIO DE OLIVEIRA, Mme KAZAOUI, Mme SAMANIEGO, M. LACRAMPE MOINE, Mme CAMPOY MARTINEZ, M. GIRARDI, Mme LARRIEU)*

*6 voix contre*

*(M. GUINGAN, M. SADIR, Mme TREZEGUET DIOUF, M. CADAYS, M. COURET, Mme SASSI)*

*3 abstentions*

*(Mme AYMARD, Mme MOSCHION, M. PIAZZON)*

- **ACCEPTE** la méthodologie proposée par le syndicat Eau 47 pour la gestion des compétences Eau et Assainissement.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les documents relatifs à cette affaire.

*Publié le 06/02/19*

*Visa Préfecture le 06/02/19*

## Questions diverses

- **Grand débat**

Madame Moschion demande si un grand débat sera organisé.

Monsieur le Maire lui répond que lors de la cérémonie des vœux, il a dit qu'il participerait au débat et qu'il a été contacté par un collectif d'Aiguillonais qui souhaite organiser le débat. Il explique que ce collectif Aiguillonais a décidé de se transformer en comité d'organisation du grand débat sur Aiguillon et a proposé comme date le 5 mars prochain, car le débat doit se prolonger jusqu'au 15 mars.

Ce comité est composé de personnes qui n'ont pas de lien direct avec le Conseil Municipal, en revanche ce sont des personnes qui peuvent avoir des fonctions dans des instances diverses.

Monsieur le Maire estime que ce n'est pas à la Mairie de l'organiser, sinon le débat sera connoté. Cependant, Monsieur le Maire participera en tant que citoyen, et le comité d'organisation pourra utiliser les moyens de communication de la Mairie ainsi que la salle des fêtes mise à leur disposition pour l'organisation de ce débat. Ce comité se chargera aussi du compte rendu, ainsi que de sa communication à la Préfecture. On pourra proposer une aide matérielle, nous avons d'ailleurs toujours le cahier de doléances disponible à l'accueil de la Mairie, qu'on pourra joindre au compte rendu.

- **Réouverture du pont sur la 813**

Monsieur Pédurand dit se mettre à la place du citoyen, il dit qu'il faut rouvrir le pont sur la 813, il sait que cela dépend du Département mais il estime que nous devons agir.

Monsieur le Maire répond qu'il a téléphoné aux services du département, le responsable de l'unité départemental est Monsieur Jérôme Fauché, l'ancien Directeur des Services Techniques de la Mairie d'Aiguillon. Le responsable lui a répondu qu'ils ont été un peu long pour faire les études, mais les études sont désormais menées, le diagnostic est posé, les travaux sont donc envisagés. Ils en sont à la consultation des entreprises, cela devrait donc désormais s'accélérer.

Monsieur Girardi demande si on ne pourrait pas faire des travaux définitifs afin que cela ne se reproduise plus, car cela fait 3 fois en 5 ans.

- **Marchés hebdomadaires**

Monsieur Piazzon dit qu'il trouve le marché toujours aussi sale, et que les commerçants ne respectent pas les règles de propreté qui s'imposent sur un marché. Il dit qu'il devrait y avoir des sanctions pour leur faire comprendre.

- **Frelons asiatiques**

Monsieur Piazzon dit que pour l'extermination des frelons asiatiques, c'était à la charge de la préfecture, mais qu'aujourd'hui la préfecture ne fait que pour les frelons sur la voie publique. La conséquence est que les particuliers ne le font pas chez eux car c'est cher.

Monsieur Piazzon propose une aide financière auprès des particuliers car c'est un coût, quand il y a des nids à un mètre de la voie publique ça n'empêche pas les frelons d'y aller, alors même qu'ils sont installés sur une propriété privée.

Monsieur le Maire dit que les scientifiques s'orientent vers une régulation naturelle des frelons.

Monsieur Piazzon dit qu'il faudrait prévoir un budget pour ça.

Monsieur le Maire lui répond qu'il y a quand-même des interventions chez les particuliers (1 à 2 par an), et dans ce cas il accepte de faire passer l'information qu'on peut faire une aide quand le nid est rempli.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne prenant plus la parole, la séance est levée à 21h30.

*Monsieur le Maire donne alors la parole à Monsieur Rodriguez, gérant du café « Chez Rodro », qui vient exposer ses constatations en terme de difficultés d'organisation du stationnement devant son commerce les jours de marché.*

\* \* \* \* \*



Le Maire,

Le secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Jean-Pierre PIBOYEUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Vanessa CAMPOY MARTINEZ

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION